

# Le pouvoir aux travailleurs

28 juin 2014

N° 202

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- CE N'EST PAS LA PLUIE QUI EST RESPONSABLE DES DRAMES MAIS L'INCURIE DU POUVOIR PUBLIC ET LA RAPACITÉ DES CAPITILSTES ! .....	2
- GESCO : SITUATION DRAMATIQUE POUR LES HABITANTS.....	3
- MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHÈRE .....	3 - 4
- RACCORDEMENT DE LA CIE A 1000 F : DU VENT !.....	4
- 3 <sup>ème</sup> PONT : PETITE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS EN GREVE .....	5
- MAURITANIE : CONNIVENCE ENTRE POUVOIR, ISLAMISTES ET ESCLAVAGISTES.....	6
- NIGERIA :BOKO HARAM CONTINUE DE MASSACRER ET DE TERRORISER LA POPULATION .....	6 - 7
- AFRIQUE DU SUD : LES MINEURS FONT PLIER LES TRUSTS DU PLATINE	8 - 9
- LE MONDIAL DU FOOT AU BRÉSIL : RÉJOUISSANCE POUR LES FINANCIERS, PAS POUR LA POPULATION DU PAYS .....	9 - 10

CE N'EST PAS LA PLUIE QUI EST RESPONSABLE DES DRAMES, MAIS  
L'INCURIE DU POUVOIR PUBLIC ET LA RAPACITÉ DES CAPITILSTES !

La saison des pluies a déjà fait officiellement 26 morts depuis le 5 juin, parmi les pauvres. En quelques jours, on compte 16 victimes rien que dans les bidonvilles d'Attécoubé, « *santé 3* » et « *Boribana* ». Un enfant a aussi laissé sa vie ces derniers jours à Abobo. Comme dédommagement aux familles des victimes, le gouvernement a alloué une somme de 1 million de francs à chacune des familles. Ainsi, pour les riches, la vie d'un pauvre se réduit au prix d'une moto !

Ce drame n'est pas une fatalité. Et ceux qui en portent la responsabilité ce ne sont pas les pauvres de ces bidonvilles qui sont obligés de se débrouiller comme ils peuvent pour se "*loger*" (parfois au risque de leur vie) mais les autorités de ce pays qui ne font rien pour que tout le monde puisse avoir un logement décent.

Dans une société où existerait une justice pour les pauvres, les hautes autorités responsables de la gestion de la commune, de la construction et de l'assainissement devraient immédiatement répondre de leurs crimes !

Mais les employeurs portent aussi une grande part de responsabilité sur ces drames car si des travailleurs sont contraints de loger leur familles dans ces bidonvilles dangereux c'est parce que les bas salaires qu'ils touchent ne leur permettent pas de se loger dans de bonnes conditions.

Pour les riches et pour le gouvernement qui est à leur service, la vie des travailleurs et des populations pauvres ne compte pas beaucoup. De plus, ils ont le culot d'accuser les victimes de vivre dans des bidonvilles !

Ainsi, le maire de la commune d'Attécoubé a profité du dernier drame pour procéder à la destruction de plusieurs centaines d'habitats, jetant ainsi

des centaines de personnes à la rue. Ses compères, maires du district d'Abidjan sont ensuite venus parader dans ces zones évacuées comme s'il s'agissait de la visite d'un cirque. Pour faire bonne figure, ils ont distribué un peu de riz et du sucre. Mais ces populations pauvres des bidonvilles ne réclament pas la charité !

Comme cette destruction des habitations d'Attécoubé n'a pas trouvé une résistance adéquate des habitants, le gouvernement en a profité pour annoncer au sortir du dernier « *conseil des ministres* » le « *lancement d'une vaste opération de démolition de tous les sites des quartiers précaires à risque* ». Si les bidonvilles sont détruits comme l'a annoncé le gouvernement, alors des milliers de sans logis, en grande majorité des travailleurs, se retrouveront à la rue. Mais pour le pouvoir public comme pour l'ensemble des classes riches la vie des classes pauvres ne pèse pas lourd jusqu'au jour où ceux-ci réagissent collectivement et leur fassent peur.

La seule chose qui fera reculer le gouvernement dans son projet de destruction des quartiers pauvres (sans donner une solution de rechange adéquate aux habitants), c'est la crainte que la colère ne gagne les rues. Il faut se rappeler que les gens du Fpi avaient reculé devant la menace de l'éclatement d'une grande colère lorsqu'ils étaient au pouvoir.

Ce qui est certain, c'est que les travailleurs et l'ensemble des couches pauvres ne peuvent défendre leurs intérêts (en matière de logements comme en matière de salaires) qu'en s'organisant collectivement. Ils ne doivent compter ni sur la charité des classes aisées ni sur les promesses fumeuses des politiciens et des autorités publiques.

## L E U R S O C I E T E

### GESCO : SITUATION DRAMATIQUE POUR LES HABITANTS

Gesco, quartier situé dans la commune de Yopougon, est composé de sous-quartiers comme Pays-bas, Petit Paris, Ayakro, Mondon, quartier Gouro et est habité principalement par des populations à faibles revenus. On y trouve des maisons en dur et en bois.

Avant la saison des pluies, les taxis même pris en course hésitaient à rentrer dans le quartier à cause des voies impraticables. Avec la saison des pluies, plus aucun d'entre eux ne s'y aventure. Il n'existe pas de caniveaux pour une quelconque évacuation des eaux. Et quand il pleut, personne ne peut sortir car les eaux de ruissèlement peuvent vous emporter ou cacher de gros trous très dangereux.

En cas de maladie, la situation devient vraiment intenable. Les malades qui ne peuvent pas se déplacer seuls sont portés à même le dos jusqu'à la voie ou le terminus pour prendre un véhicule de transport en commun.

De plus, dans ce quartier, il existe des problèmes récurrents d'approvisionnement en eau potable. Il faut faire le rang souvent de 20 H à l'aube pour espérer en avoir. C'est pourquoi la saison des pluies est en même temps un malheur et un bonheur. Bonheur, car il est facile de récupérer de l'eau de pluie pour les besoins quotidiens. Il ne reste plus qu'à chercher l'eau pour boire.

Le pouvoir public dit qu'il n'a pas d'argent dans les caisses lorsqu'il s'agit de satisfaire les besoins urgents de la population. Cela n'a pourtant pas empêché le chef de l'Etat de promettre de doubler la prime des footballeurs engagés au Mondial en cas de victoire. Maintenant qu'il y a défaite, cet argent serait bienvenu pour gratter les voies du quartier et créer des points d'eau pour les populations de ces quartiers.

Mais il ne faut pas y compter, les problèmes des populations pauvres n'est pas ce qui le préoccupe réellement !

### MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHÈRE

Des manifestations contre la vie chère ont eu lieu le 23 juin dernier dans plusieurs quartiers d'Abidjan. Elles ont été organisées par le CICI (Collectif des Indignés de Côte d'Ivoire). A Yopougon Sable, au début, c'était quelques dizaines de femmes qui barraient la route en brandissant des pancartes sur lesquelles il était écrit « *tout coûte cher sur le marché* » ou « *on a faim, on peut plus rien acheter* » etc. Mais quelques minutes plus tard, la manifestation prit une

autre allure, d'autres femmes de passage se joignaient au groupe pour aussi exprimer leur colère contre la vie chère. A Gesco, des femmes ont bloqué l'autoroute pendant plusieurs heures pour exprimer leur ras-le-bol contre la flambée des prix des denrées alimentaires. Il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour disperser les manifestantes. A Siporex, un autre quartier de Yopougon, un groupe de femmes a, là aussi, manifesté sur la voie principale. Là, encore, la police

## L E U R S O C I E T E

est intervenue pour mettre fin à la manifestation. D'autres rassemblements ont eu lieu à Abobo et à Adjamé.

Ces manifestations, même si elles sont restées limitées, sont révélatrices du ras-le-bol des classes populaires face à la flambée du coût

de la vie. Si les autorités politiques ont réagi rapidement en envoyant les forces de l'ordre pour disperser les manifestants c'est parce qu'elles savent que dans la situation actuelle ce genre de mécontentement peut se généraliser et qu'une étincelle peut provoquer un incendie.

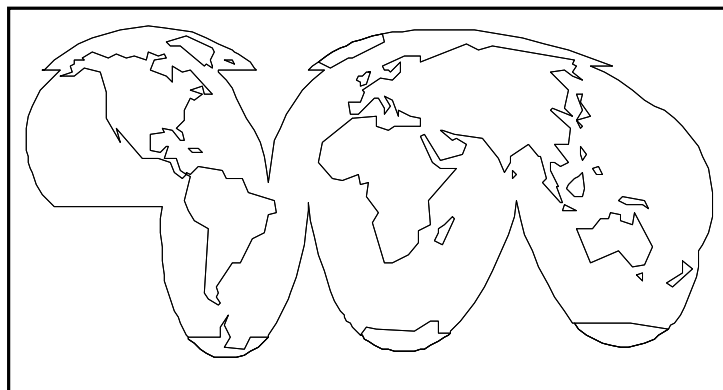
### RACCORDEMENT DE LA CIE A 1000 F : DU VENT !

Il y a quelques semaines, le gouvernement avait annoncé que le raccordement au réseau électrique et l'abonnement à la CIE allait coûter 1000 francs au lieu de 150 000 francs. Cette annonce a suscité beaucoup de joie chez les populations et à juste titre car elle allait faciliter l'abonnement à la CIE et permettre à plusieurs ménages d'avoir leur propre compteur.

Mais la joie a été de courte

durée. En effet, toutes les personnes qui ont été à la CIE pour en faire la demande ont été surprises de constater que les conditions de raccordement n'ont pas changé. Là où elles s'attendaient à payer 1000 francs, la CIE leur tend une facture de 150 000 francs. Après de chaudes explications, un responsable de la structure leur explique que ce n'est qu'un projet qui n'est pas encore mis en exécution !

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

---

### *3<sup>ème</sup> PONT : PETITE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS EN GREVE*

---

Après 4 mois de tractations, ponctuées de petites luttes entre la direction et les travailleurs, ces derniers viennent d'obtenir 280 millions déboursés non pas par Bouygues mais par le gouvernement. Quant à la direction de Bouygues Construction, elle avait dit niet aux travailleurs sous prétexte qu'elle ne leur devait plus rien.

En effet, pour la construction de ce pont, Bouygues Construction, à travers sa structure SACPRM (Société Anonyme pour la Construction du Pont Riviera Marcory) a fait signer des contrats à durée déterminée de 3 mois renouvelable. Donc, les travailleurs percevaient leur salaire chaque fin de mois et, une fois renvoyés, la direction leur versait leur prime de congé et de gratification. C'est seulement ceux qui ont fait 1 an et plus qui peuvent prétendre à une indemnité de licenciement, qui d'ailleurs est très faible. Du coup les travailleurs conscients de cette précarité, ont engagé des luttes pour exiger une prime de fin chantier sous forme de mesure d'accompagnement. Après plusieurs tentatives de négociations suivies de répression policière, les travailleurs sont restés mobilisés et campent sur leur position.

C'est alors que le gouvernement dépêche son ministre de l'Intérieur pour essayer de désamorcer le mouvement. Il demande aux travailleurs de lui faire une proposition chiffrée. Les travailleurs proposent un montant de 1 milliards 200 millions pour les quelques 800 travailleurs de SACPRM.

C'est donc normal qu'à l'annonce des 280 millions, les travailleurs trouvent que la moisson n'est pas bonne car ils s'attendaient à 6 fois plus. Mais que peuvent-ils faire encore aujourd'hui ? Les gros œuvres sont presque terminés. Pour obtenir plus, il aurait fallu que les travailleurs engagent une grève d'une autre ampleur, en entraînant les autres travailleurs, à commencer par leurs collègues du BTP des sociétés sous-traitantes du 3<sup>ème</sup> pont. Or, à aucun moment, les travailleurs de SACPRM n'ont eu cette politique d'élargissement de la grève. Leur lutte est restée isolée et le rapport de forces qu'ils ont créé n'a pas suffi à arracher plus que ce qu'ils ont obtenu.

C'est une expérience dont il faudra tirer les leçons pour les luttes futures.

MAURITANIE :  
CONNIVENCE ENTRE POUVOIR, ISLAMISTES ET ESCLAVAGISTES

Le chef d'une organisation islamiste mauritanienne baptisée Ahbab Errassoul (Les amis du prophète) a lancé récemment une "fatwa" contre une militante de droit de l'homme (Aminetou Mint el-Moctar) parce qu'elle a osé défendre publiquement dans un article de presse un homme (Cheikh Ould Mkheitir) actuellement détenu injustement en prison par les autorités mauritaniennes. Son crime est d'avoir dénoncé l'esclavage dont sont victimes encore environ 150 000 personnes dans ce pays. L'esclavage y est officiellement aboli depuis 1981 mais il se pratique toujours en toute impunité. Les dirigeants qui se sont succédé à la tête de ce pays ont toujours fermé les yeux sur ces pratiques car eux-mêmes et leurs familles de riches possédants les pratiquent toujours. Ceux qui sont punis en revanche, ce sont surtout les militants antis esclavagistes et les associations qui les soutiennent. Le pouvoir de l'actuel président Ould Abdel Aziz ne fait pas exception à la règle.

L'autre crime de Cheikh Ould Mkheitir est d'avoir osé critiquer des "écrits saints" des "érudits" locaux de l'islam dans lesquels la pratique de

l'esclavage est explicitement tolérée. Cela lui a valu de la part des imams et des associations qu'ils dirigent (et qui ont pignon sur rue) des appels à la peine de mort pour "*apostasie*" et "*propos sataniques*". Cela a valu aussi à la militante des droits de l'homme, Aminetou, des menaces de mort proférées par la fatwa. Il est écrit dans cette fatwa que cette femme est "*une infidèle*" et que "*quiconque la tue ou lui arrache les deux yeux sera rétribué chez Allah*".

Les autorités du pays ne semblent pas du tout préoccupées par ces menaces de mort. Elles ont plutôt tendance à encourager les associations musulmanes de sortir dans les rues pour crier leur haine contre ceux qui ont le courage de dénoncer publiquement les injustices couvertes par l'islam en Mauritanie.

Voilà comment le pouvoir du dictateur Mohamed Ould Abdel Aziz, les mouvements islamistes et les partisans du maintien de l'esclavage font cause commune en Mauritanie sans que cela ne froisse les dirigeants des grandes puissances qui n'ont à la bouche que des mots hypocrites sur la "*démocratie*" et "*les droits de l'homme*".

NIGERIA : BOKO HARAM CONTINUE DE MASSACRER  
ET DE TERRORISER LA POPULATION

Deux mois après l'enlèvement de plus de 200 jeunes lycéennes de la ville de Chibok par les islamistes de Boko Haram, le gouvernement nigérian

qui se dit résolu à anéantir ce mouvement se distingue surtout par son impuissance. Les ravisseurs courent toujours car ils bénéficient d'un

soutien indéniable au sein de l'appareil d'Etat. Ils viennent de commettre de nouvelles tueries et de nouveaux enlèvements de femmes dans le village de Kummabza, situé dans l'Etat de Borno, où une trentaine de personnes ont été tuées et plus de 60 femmes enlevées. Trois autres villages ont été également attaqués et des habitants y ont été massacrés à cause de leur appartenance à une autre religion ou à cause du fait qu'ils ne pratiqueraient pas la religion musulmane selon les critères préconisés par Boko Haram. Le simple fait d'envoyer les jeunes filles à l'école est considéré par ces fanatiques comme un péché. Selon eux une jeune fille doit être donnée en mariage dès l'âge de 12 à 13 ans et tout parent qui contrevient à cette règle mérite la mort.

L'arriération mentale de ces gens-là n'a pas de limite. Un de leur dirigeant, Abubakar Shekau, qui s'exprime à travers des vidéos, a interdit à la population d'écouter de la musique ou de regarder la retransmission des matchs de football à la télévision car se serait selon lui des *"perversions venues de l'occident"* dans le but de dévier les musulmans de la religion. C'est ainsi que ses partisans ont *"puni"* ceux qui n'ont pas suivi ses interdits. Dans la ville de Damaturu, située dans l'Etat de Yobe, alors qu'une grande foule regardait la retransmission d'un match de football du mondial, le mouvement islamiste Boko Haram a fait exploser une bombe. Il y a eu 21 morts. Quelques

jours plus tôt, au début du mois de juin, une autre explosion, dans une autre ville, toujours lors d'une retransmission de match, a fait au moins 43 morts.

Le mouvement Boko Haram veut instaurer un Etat islamique au nord du Nigéria. Il n'y est pas encore parvenu mais depuis 2009 il a déjà fait plusieurs milliers de morts. Mais si ce mouvement fanatique réussit un jour à prendre le pouvoir, ce sera pour la population pauvre, musulmane ou pas, une dictature encore plus féroce que celle actuelle de généraux et des civils.

Dans la situation actuelle, une partie importante de la population pauvre, surtout dans les Etats du Nord et du Nord-est, vit déjà dans des conditions matérielles misérables auxquelles s'ajoutent le poids des traditions et des règles moyenâgeuses édictées par des imans et des roitelets locaux. Le pouvoir central d'Abuja s'accommode très bien de ces vieilleries réactionnaires, s'appuie même sur elles pour asseoir sa dictature et mettre la main sur les revenus pétroliers et les caisses de l'Etat. Ce qui gêne le président Goodluck Jonathan, et derrière lui les dirigeants des puissances occidentales, ce ne sont pas les idées religieuses réactionnaires prônées par Boko Haram, c'est surtout la remise en cause de l'autorité centrale de l'Etat qu'il dirige car cela empêche son clan et sa bande de voleurs, de parasites et d'assassins de s'enrichir tranquillement.

AFRIQUE DU SUD : LES MINEURS FONT PLIER LES TRUSTS DU PLATINE
---

Depuis plusieurs mois de nombreux secteurs ouvriers de ce pays relèvent la tête et font savoir à leur manière, c'est-à-dire par des mouvements de grève, au patronat de ce pays et au gouvernement, qu'ils en ont marre de leurs conditions de vie et de salaires. Et on les comprend : pendant que les riches et les puissants se pavanent dans un luxe insolent, les travailleurs sont considérés comme des bêtes de somme, tout justes bons pour produire du profit. L'ignoble période de l'apartheid est révolue et c'est une très bonne chose, mais le fossé entre le monde des riches et celui des classes pauvres, entre les travailleurs d'un côté et les capitalistes de l'autre, ne fait que s'agrandir. Tout cela sous la houlette de l'ANC, au pouvoir depuis 1989.

Cinq mois après le début de leur grève, les mineurs du platine de ce pays ont voté la reprise du travail, mais déjà une autre grande grève est annoncée pour débiter à partir du 1<sup>er</sup> juillet, cette fois dans la métallurgie (hors automobile). Cette grève pour des revendications salariales concernerait 220 000 salariés de ce secteur.

Nous prenons à notre compte l'article publié par nos camarades de « *Lutte Ouvrière* » dans leur hebdomadaire N° 2395 et le reproduisons ci-dessous.

C'est la tête haute que les 70 000 grévistes mettent fin à leur mouvement. Car ils auront fait céder les trois grands trusts du platine :

Anglo-American, Lonmin et Impala. Depuis cinq mois, ces trusts les traitaient par le mépris, les accusant d'avancer des revendications déraisonnables et de mettre l'économie du pays à genoux. Et depuis cinq mois ils jouaient sur le pourrissement de la grève et la lassitude des grévistes, tout en affamant leurs familles. Mais en vain.

Les grévistes ont tenu bon. Et cela, malgré les provocations et la violence d'une police surarmée, présente en permanence tant autour des mines que dans leurs campements. Finalement, ce sont les grands patrons des mines qui ont dû ravalier leur arrogance.

Sans doute les mineurs n'obtiennent-ils pas le salaire de base mensuel à l'embauche de 12 500 rands (870 euros) qu'ils réclamaient. Mais ils obtiennent une augmentation de 2 950 rands (200 euros) étalée sur trois ans, qui portera le salaire d'embauche à 7 950 rands, soit une augmentation totale de 60 %. En outre la plupart de leurs primes seront désormais indexées sur l'indice du coût de la vie.

Par ailleurs, les assemblées de grévistes du 17 juin avaient exigé deux conditions pour entériner cet accord : la réintégration des grévistes licenciés et une prime de reprise. Sur le premier point, les groupes miniers ont cédé et 283 mineurs seront réintégrés. Sur le deuxième point, la mise en application de l'accord a été avancée au 1<sup>er</sup> juillet 2013, avec effet rétroactif, de sorte que tous les grévistes toucheront un rappel dès la reprise du travail, dont le montant minimum sera de 7 000 rands (490 euros).

C'est donc une victoire incontestable pour les grévistes. Elle est d'autant



plus remarquable que, en plus de la brutalité de la police et des nervis des compagnies, qui chaque semaine ont fait des victimes dans leurs rangs, et en plus d'une campagne haineuse menée par les patrons miniers et le gouvernement au travers des médias, ils ont dû faire face également à l'hostilité active de Cosatu, la principale centrale syndicale, qui est liée au pouvoir.

Car, pour les dirigeants de Cosatu, les grévistes du platine commettaient un crime impardonnable. Déjà, à la suite du massacre de Marikana, où 34 grévistes avaient été abattus par la police en août 2012, ils avaient eu le tort d'entraîner une puissante vague de grèves en défiant le NUM, le syndicat des mineurs affilié à Cosatu. Puis ils avaient rejoint en masse un syndicat, AMCU, qui s'était formé hors de la centrale. Et cette année c'est ce syndicat qui a dirigé la grève, tandis que le NUM, non seulement se révélait incapable de

reprendre pied dans le platine, mais continuait à céder du terrain à AMCU dans d'autres secteurs miniers.

Du fait de cette hostilité tant des dirigeants de Cosatu que de ceux de la plupart des syndicats qui lui sont affiliés - mais aussi du fait du corporatisme de la direction d'AMCU - les grévistes du platine ont dû mener leur lutte dans l'isolement. Et ce, dans un pays où se déroulent constamment des luttes, parfois même des luttes impliquant un grand nombre de participants, que ce soit contre l'exploitation dans les entreprises ou contre la pauvreté dans les townships.

Malgré cet isolement, les mineurs l'ont emporté, au terme d'une grève qui aura été la plus longue de l'histoire de l'Afrique du Sud. Face à des trusts qui comptent parmi les plus riches de la planète, ils ont montré la puissance de l'action collective et déterminée des exploités.

## LE MONDIAL DU FOOT AU BRÉSIL : RÉJOUISSANCE POUR LES FINANCIERS, PAS POUR LA POPULATION DU PAYS

Depuis plus le 12 juin les équipes de 32 pays s'affrontent sur les terrains de foot au Brésil pour la coupe du monde. Certes, voir se produire les meilleurs joueurs du monde est un spectacle qui fait plaisir. Le foot comme toutes les disciplines sportives de haut niveau sont réservés à un nombre très limité de personnes. Le sport et les compétitions devraient être accessibles à toutes les personnes jeunes ou vieilles pour le bien être du corps et de l'esprit. Ce n'est pas du tout la préoccupation des dirigeants de tous les pays de la planète. Bien plus pour ces dirigeants c'est une occasion

d'attiser le nationalisme, le patriotisme des peuples les uns contre les autres.

Les grandes puissances disposent de gros moyens financiers pour sélectionner des jeunes et former des équipes de haute gamme. Et de ce fait elles s'imposent aux équipes des petits pays qui, parfois, créent la surprise.

La Fifa et les dirigeants des Etats qui organisent ces rencontres sportives à coups de milliards d'Euros font la grande joie des patrons du Bâtiment (pour la construction des stades) et des médias. Sur douze

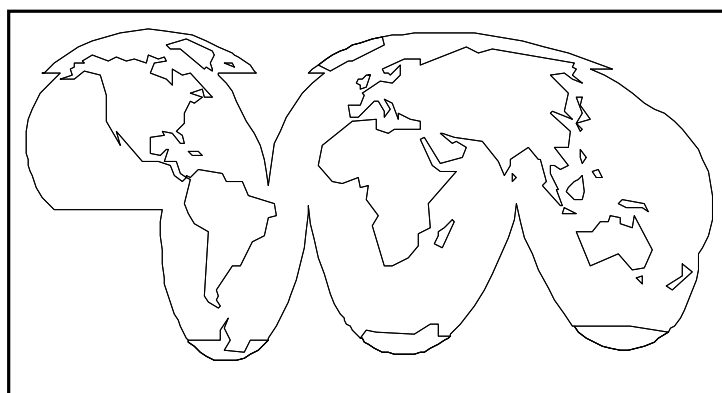
stades, cinq sont entièrement neufs. Pour la construction des nouveaux stades et la rénovation des autres, le coût est de l'ordre de centaines de millions d'Euros pour chacun. Et le coût total se compte par milliards. La retransmission des matchs se vend au prix de dizaines de millions d'Euros. C'est aussi une aubaine pour les chaînes de télévisions.

Et pendant toutes ces manifestations sportives, les Etats espèrent faire oublier aux populations pauvres leurs conditions de vie misérables. Les populations pauvres du Brésil ne l'entendent pas de la même manière. Dès le début, elles ont profité de cette occasion, non pas pour empêcher le déroulement de la Coupe, mais pour dénoncer la corruption et réclamer une meilleure éducation pour les jeunes et une meilleure politique de

santé publique pour les pauvres. C'est ainsi que des manifestations ont eu lieu dans les grandes villes où se déroule la Coupe.

A San Paulo, des travailleurs du métro en grève ont manifesté le 12 juin contre le licenciement de 42 de leurs camarades. La police a violemment refoulé les manifestants. A Rio, une manifestation a parcouru le centre-ville en revendiquant des fonds pour la santé et l'éducation. Ces actions ont eu lieu aussi dans les grandes villes comme Recife, Porto Alegre, Belo Horizonte et Fortaleza. Ces manifestations sont le signe d'une révolte qui gronde dans le pays et que la passion du foot qui règne fait provisoirement taire. Il faut espérer que les travailleurs du Brésil ne s'arrêteront pas là.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.